

Les impasses d'un voyage en Union soviétique

par Michaël BOURDEAUX*

La délégation du Conseil britannique des Églises est rentrée saine et sauve d'Union soviétique après avoir arpenté un terrain parsemé de pièges. Elle a même récolté quelques résultats positifs, dont une partie est à mettre au crédit de ses hôtes soviétiques.

Ces dernières années, les délégations et les dirigeants d'Églises d'autres pays, notamment des États-Unis, ont commis de regrettables erreurs et se sont montrés désarmés devant les stratagèmes de la propagande. Le terrain est désormais jonché des cadavres des bonnes intentions qui ont expiré sous les pressions soviétiques. Mais les visites des dirigeants anglicans, notamment Mgr Ramsey il y a vingt ans et Mgr Coggan plus de dix ans après, ont certainement contribué à élever le niveau du dialogue.

La récente délégation y a contribué à son tour de manière importante en procédant au cours de ces derniers mois à une préparation approfondie, constituant des dossiers au niveau des individus et des collectivités et en assurant une masse importante de documents soigneusement sélectionnés. Les Soviétiques, de leur côté, ont compris qu'il ne leur était pas possible de traiter les animateurs de la « prétendue renaissance religieuse » de criminels, d'agitateurs ou de candidats au martyre. Ils glissèrent quelques phrases de ce genre, mais probablement seulement pour la forme et sans s'attendre sérieusement à ce qu'elles soient prises pour argent comptant.

* Le Rév. Michaël Bourdeaux, directeur de Keston College (cf. *Istina*, XXIX, 1984, pp. 250-254), avait été pressenti par le Conseil britannique des Églises pour faire partie de la délégation qui a accompli, à la fin du mois de mai 1986, une visite en Union soviétique à l'invitation du Patriarcat de Moscou. L'ambassade soviétique ayant refusé, en dépit de l'insistance du Foreign Office, de lui accorder un visa, la délégation dut faire le voyage sans sa participation. Le Conseil britannique des Églises mit toutefois le directeur de Keston College à contribution pour la préparation des rencontres et lui fit part du résultat de ses discussions. Le journal *Church Times* lui demanda, au retour de la délégation, de livrer son appréciation sur l'ensemble de la visite. Le texte que nous donnons ci-après a paru dans le *Church Times* du 6 juin 1986. Il a été traduit de l'anglais par Marguerite Delmotte.

Les dix-neuf délégués avaient été choisis principalement selon leur appartenance confessionnelle ; ils représentaient, dans la mesure du possible, l'ensemble du Conseil britannique des Églises et on s'était efforcé d'équilibrer la délégation selon le sexe et la profession. Mgr Francis Thomas représentait les catholiques, qui ne sont pas membres de ce Conseil. Si l'on peut se permettre une critique, c'est que la diversité des confessions n'était pas forcément le meilleur critère pour désigner les hommes et les femmes qui, par leur expérience et leur connaissance des langues, pouvaient le mieux bénéficier de cette occasion exceptionnelle. Cela a privé des croyants soviétiques d'occasions de contacts personnels qu'ils auraient pu avoir autrement. Mais cette critique ne s'applique absolument pas aux chefs de la délégation, le Dr John Habgood, archevêque d'York, et le Rév. David Coffey, président de l'Union baptiste, qui tous deux effectuaient leur première visite en Union soviétique. Il eût certes été difficile d'imaginer deux hommes moins susceptibles d'être manipulés ; et c'est bien ce qui s'est passé.

Mes craintes personnelles que la visite soit dominée par une attitude agressive des Églises orthodoxes pour défendre la « politique de paix » soviétique et par les suites de Tchernobyl n'ont pas été vérifiées. Un tiers de la délégation devait visiter l'Ukraine et il n'y a pas eu besoin de lui faire violence pour lui proposer en échange un très agréable détour par Toula et à travers la merveilleuse région de Vladimir et de Souzdal.

Les conférences de presse ont toujours été dans le passé un exercice risqué. Mais l'archevêque d'York, dans la remarquable interview qu'il a donnée au *Times* le dernier jour de son séjour à Moscou, a mis l'accent sur tous les points importants. Il souligna la réalité de la renaissance religieuse, en particulier parmi les jeunes, qui a pris une si grande importance au cours des deux dernières décennies. Il indiqua, conformément à la réalité, que cette renaissance se produit en dépit de l'intolérance du régime à son égard et non en raison d'une prétendue libéralisation du système. Il releva qu'au cours d'une conversation de deux heures avec M. Constantin Kharchev, nouveau président de l'organe gouvernemental de surveillance, le Conseil pour les Affaires religieuses, la délégation avait fortement insisté sur l'impossibilité de se procurer de la littérature religieuse et avait soulevé plusieurs cas d'emprisonnement injustifié de chrétiens et de juifs.

Cet échange, même si l'on peut hésiter à lui donner la priorité sur les contacts humains avec des croyants russes, plus importants mais plus difficiles à évaluer, constitua l'un des moments centraux de la visite pour le groupe choisi qui y prit part. Les réactions des participants furent évidemment diverses. M. Kharchev vient d'entrer en fonction. Nommé au début de 1985, juste avant l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, il ne saurait être considéré comme le représentant du « visage nouveau et plus acceptable du communisme soviétique », dont le nouveau dirigeant se fait le promoteur. Cependant, il est plus accessible que son prédécesseur, qui se faisait presque invariablement représenter par un fondé de pouvoir. Tous semblent d'accord pour affirmer que M. Kharchev mettra tout son zèle à être le défenseur de la législation soviétique actuelle. Un des participants les plus expérimentés l'a qualifié d'homme au double langage, oscillant entre l'intimidation et

l'opération de charme. N'étant aucunement préparé à sa tâche, il affecte d'en savoir plus qu'il n'en sait.

Le chanoine Paul Oestreicher, organisateur de la visite, a émis une opinion différente au sujet de M. Kharchev dans une émission radio-diffusée au niveau international aussitôt après son retour : « C'est une personnalité remarquable, dont on dit qu'il est l'un des dirigeants communistes les plus incorruptibles (...) Nous avons découvert en lui un homme d'une grande force, d'une immense capacité intellectuelle et presque agressif quand il s'agit de défendre la politique soviétique. Il ne laisse rien apparaître qui puisse donner l'idée d'une nouvelle politique. Il était en fait quelque peu irrité contre ces étrangers qui viennent sans cesse dire à l'Union soviétique ce que devrait être sa politique en matière religieuse et il nous a asséné cette réflexion de diverses manières (...) Mais le genre de conversation que nous avons eue nous a fait toucher du doigt le fait que l'Union soviétique place des gens vraiment valables aux commandes de la politique religieuse ; le fait de pouvoir leur parler aussi franchement que nous l'avons fait signifie le commencement d'un dialogue qui peut avoir des résultats. »

Une des cibles des attaques de M. Kharchev fut d'entrée de jeu le centre de Keston College (« le genre d'institution avec laquelle nous ne voulons pas perdre notre temps ») et je fus nommément désigné. Au cours de sa réponse, le chanoine Oestreicher a fait remarquer avec justesse que le centre de Keston College était distinct du Conseil britannique des Églises et pouvait avoir ses perspectives propres mais faisait partie intégrante du paysage religieux de la Grande-Bretagne et que ses informations y étaient respectées.

M. Kharchev est-il vraiment remarquable par son incorruptibilité et sa puissance intellectuelle ? Cette visite a-t-elle apporté quelque chose de nouveau par rapport aux nombreuses visites de représentants d'Églises au Conseil pour les Affaires religieuses au cours de ces dernières années ? L'avenir le dira. Il est bon et normal qu'une délégation de ce genre cherche à discerner des signes positifs de progrès dans une situation où la politique de l'État n'a guère permis l'optimisme au cours de ce dernier quart de siècle.

Les espoirs de la délégation se sont concentrés sur deux points. Peut-on espérer, d'une part, une nouvelle législation religieuse ? Si on en juge d'autre part par un programme matinal de télévision qui se trouva diffusé pendant le séjour de la délégation à Moscou, les chefs de l'Église russe peuvent-ils espérer une évolution de la part de l'État ? Il ne semble pas qu'ils aient rapporté des réponses chargées d'espoir sur aucun de ces deux points.

C'est le centre de Keston College qui le premier a examiné l'éventualité d'une loi nouvelle et plus favorable, en basant son analyse sur un article paru dans la *Revue du Patriarcat de Moscou* en janvier 1986¹. Mais les questions demeurent enveloppées de mystère et ce n'est pas ici le lieu d'exposer ce débat. L'Église a obtenu le droit technique d'être légalement représentée : elle est devenue, selon l'expression consacrée, une « personne juri-

1. Cf. *Revue du Patriarcat de Moscou*, janvier 1986, p. 80.

dique ». En réalité, c'est depuis 1975 que ce titre est reconnu, et non depuis cette année, bien que l'article en question paraisse aller un peu plus loin en insinuant que l'Église peut maintenant posséder ses biens propres, ce qui en découle logiquement. Ce qui est sûr, comme l'a remarqué la délégation, c'est que les chefs de l'Église espèrent d'importantes améliorations dans un proche avenir. Mais dans le système soviétique, il y a un abîme entre la loi écrite et son application.

Les media en Grande-Bretagne ont été assez impressionnés par l'émission de la télévision et ont souligné que, pour la première fois, les Soviétiques avaient admis qu'il y avait des chrétiens parmi les membres du Parti communiste. Mais la lecture du sommaire détaillé préparé par le Service de contrôle de la B.B.C. fait apparaître qu'il s'agit-là d'un malentendu. Il n'a rien été dit de tel, si l'on se rapporte à l'interview que l'archevêque d'York a donnée au *Times* ; et les informations variées mais superficielles diffusées sur ce sujet sont accessibles dans des centaines de publications soviétiques, et même souvent à la télévision.

Rosemary Hartill, de la B.B.C., a fait une série d'émissions où elle a insisté sur les points réellement importants : le trait le plus remarquable de toute cette expérience est le miracle de la survie de l'Église et de sa vigueur après soixante-dix ans de persécution plus ou moins intensive. Les dirigeants du groupe ont insisté sur le même point.

Les délégués ont eu de nombreuses occasions de participer aux offices publics, ce qui constitue habituellement le sommet de toutes les visites de chrétiens en Union soviétique. Mais, en dernière analyse, plus importantes que tout furent les diverses occasions où ils ont pu prendre sur le temps des activités officielles pour partager leur foi avec les chrétiens qui souffrent en raison de leur refus des compromis et pour leur manifester leur soutien.